

NATIONS UNIES



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

APR 02 1983

UN/SA COLLECTION

# 2434<sup>e</sup>

SÉANCE : 17 MAI 1983

NEW YORK

---

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2434).....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746).....	1

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2434<sup>e</sup> SÉANCE

Tenue à New York le mardi 17 mai 1983, à 10 h 30.

*Président* : M. UMBA di LUTETE (Zaïre).

*Présents* : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2434)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746).

*La séance est ouverte à 12 h 25.*

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

**Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746)**

1. Le PRÉSIDENT : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes consacrées à cette question [2431<sup>e</sup> à 2433<sup>e</sup> séances], j'invite le représentant du Honduras à prendre place à la table du Conseil. J'invite également les représentants de l'Algérie, de l'Argentine, du Costa Rica, de Cuba, d'El Salvador, de l'Espagne, de l'Éthiopie, de la Grenade, du Guatemala, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Mali, de Maurice, du Mexique, du Panama, de la République arabe syrienne, de la République démocratique populaire lao, de la République islamique d'Iran, de Sao Tomé-et-Principe, des Seychelles et du Venezuela à occuper les places qui leur sont réservées sur les côtés de la salle du Conseil.

*Sur l'invitation du Président, M. Ortez Colindres (Honduras) prend place à la table du Conseil; M. Sahnoun (Algérie), M. Muñiz (Argentine), M. Zumbado Jiménez (Costa Rica), M. Roa-Kouri (Cuba), M. Rosales-Rivera (El Salvador), M. de Piniés (Espagne), M. Ibrahim (Éthiopie), M. Taylor (Grenade), M. Quiñones-Amézquita (Guatemala), M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne), M. Traoré (Mali), M. Maudave (Maurice), M. Muñoz Ledo (Mexique), M. Ozores Typaldos*

*(Panama), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. Vongsaly (République démocratique populaire lao), M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran), M. Cassandra (Sao Tomé-et-Principe), Mme Gonthier (Seychelles) et M. Martini Urdaneta (Venezuela) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

2. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de la Colombie et du Viet Nam des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

*Sur l'invitation du Président, M. Albán Holguín (Colombie) et M. Le Kim Chung (Viet Nam) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

3. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Zimbabwe une lettre en date du 16 mai 1983 [S/15768] dont le texte est le suivant :

"J'ai l'honneur de demander que le Conseil de sécurité, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, adresse à M. Ahmed Gora Ebrahim, représentant du Pan Africanist Congress of Azania, une invitation à participer à l'examen, par le Conseil, de la question intitulée "Lettre en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15746)"."

4. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que le Conseil décide d'accéder à la demande qui lui a été faite d'inviter M. Ahmed Gora Ebrahim, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire.

5. Le PRÉSIDENT : Les membres du Conseil sont saisis du document S/15766, qui contient le texte d'une lettre en date du 13 mai adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique allemande.

6. Le premier orateur est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

7. M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] : Je pense tout d'abord qu'il sied d'avoir une pensée pour l'un de nos collègues qui n'est plus désormais parmi les siens, tant à l'Organisation des Nations Unies que dans son pays. Je veux parler de M. Tsogtyn Narkhuu, représentant de la République populaire de Mongolie auprès des Nations Unies, décédé la semaine dernière. Que Dieu le bénisse ! Nous adressons nos condoléances à sa famille, à ses amis, et en particulier à ceux de la mission auxquels il manque beaucoup, ainsi qu'à son gouvernement. M. Narkhuu nous a quittés et un jour ou l'autre nous le suivrons. Tout comme lui, nous aurons un jour à rendre des comptes pour nos actions ici-bas. Selon la doctrine islamique, nos actions et intentions personnelles nous sont comptées dans l'au-delà et le jour du jugement dernier aucun représentant, homme ou femme, auprès des Nations Unies ne pourra invoquer les instructions reçues de son gouvernement. Bien sûr, certains représentants l'ont oublié ou plus probablement ne croient-ils pas en l'au-delà et au jour du jugement dernier. Et c'est justement leur plus grave problème : ne pas croire à l'au-delà. Mais après tout c'est une toute autre question qui ne nous concerne pas vraiment ici.

8. Ce dont le Conseil de sécurité doit se soucier c'est de l'antinomie entre nos interventions et délibérations au Conseil et celles faites devant le Tribunal divin. Là-bas, par exemple, invoquer l'intérêt national pour justifier certaines positions n'est pas une excuse alors qu'ici c'est la seule. Il est bon, je crois, que nous sachions que nous aurons à rendre des comptes pour ce que nous faisons, pour ce que nous disons et pour le rôle que nous jouons. C'est à feu M. Narkhuu que nous devons de nous en souvenir. Nous lui rendons hommage et demandons à Dieu de lui accorder sa miséricorde.

9. Souvenons-nous aussi que tant de gens meurent de faim, sont victimes des balles ou de maladies parce que nous ne savons pas, ici, pas plus que d'autres dans certaines de nos capitales, assumer correctement nos responsabilités. Espérons et prions pour que nos efforts communs conduisent au juste règlement d'un problème aussi redoutable que celui auquel un petit pays comme le Nicaragua fait face depuis des années.

10. Avant la révolution, le peuple du Nicaragua subissait les affres de l'abject régime fantoche, inhumain et impérialiste de Somoza. Et quand, enfin, au prix de grands sacrifices, il a réussi à se débarrasser de Somoza, l'impérialisme américain a donné refuge aux éléments contre-révolutionnaires tout en leur fournissant les moyens de mener à bien leurs noirs desseins. C'est la raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui.

11. En agissant comme ils l'ont fait, les Etats-Unis visaient la révolution nicaraguayenne, mais ils voulaient aussi montrer les dents au reste des nations latino-américaines afin qu'elles évitent de caresser

l'espoir de se libérer des griffes de l'impérialisme. Et pourtant, leur tentative de convaincre les petites nations pauvres d'Amérique latine qu'elles n'ont aucun droit à la liberté, à l'indépendance politique, culturelle ou économique, aux services de santé, à l'éducation ou encore à l'utilisation de leurs ressources naturelles pour assurer leur bien-être et leur bonheur propres, est vaine.

12. Lors de la 2431<sup>e</sup> réunion du Conseil, le 9 mai, nous avons entendu les représentants des Etats-Unis et de leur ami et allié, le Honduras. La similitude des arguments avancés — deux ensembles d'arguments, pouvons-nous dire — comme la concordance des idées émises par ces deux orateurs ont éloquemment montré la sinistre coordination de la politique étrangère des deux pays à l'égard du Nicaragua, de même que leur coopération haineuse contre ce dernier sur le champ de bataille.

13. Les deux orateurs se sont élevés contre le fait que le Nicaragua a une armée pour défendre sa révolution. Quel crime ! Les deux orateurs n'étaient pas du tout contents de voir que le peuple nicaraguayen était prêt à prendre les armes et à mobiliser une milice pour défendre sa révolution. Les deux orateurs ont versé des larmes de crocodile devant l'absence de démocratie et de liberté religieuse au Nicaragua. En fait, les deux orateurs n'ont même pas cherché à cacher leur ingérence illégale ouverte dans les affaires intérieures du Nicaragua. La représentante des Etats-Unis est allée jusqu'à admettre l'existence d'un débat — un débat démocratique, bien sûr — aux Etats-Unis au sujet du genre de régime qui devrait diriger le peuple nicaraguayen, débat qui affecte la nature du mandat confié au Président par le Congrès en ce qui concerne le rôle de la Central Intelligence Agency (CIA) au Nicaragua. De telles confessions au Conseil révèlent précisément combien on le prend au sérieux et à quel point la Charte des Nations Unies importe à l'impérialisme américain ! Elles montrent également à quel point les nations opprimées du monde peuvent compter sur cet organe international, lui-même victime des mêmes puissances répressives. Oui, tant le maître à penser de l'impérialisme que le Honduras ont parlé de l'absence de démocratie et de liberté religieuse au Nicaragua. Par conséquent, la démocratie doit exister au Honduras, où se sont tenues des manœuvres conjointes de l'armée américaine et de l'armée hondurienne — librement et démocratiquement, bien entendu. La démocratie doit donc également exister en El Salvador, où des conseillers ainsi que des mercenaires américains peuvent rester pour éliminer les masses pour la simple raison que celles-ci veulent se débarrasser du genre de démocratie qu'on leur offre, sous les auspices des conseillers militaires américains et avec l'assistance américaine.

14. Par le passé, le Gouvernement des Etats-Unis chantait les louanges du régime servile de feu le Shah, parce qu'il maintenait la même sorte de démocratie dans mon pays, sous la botte des 40 000 conseillers militaires américains. Bien sûr, du point de vue du

Gouvernement des Etats-Unis, il n'y a pas de démocratie au Nicaragua. Comment pourrait-il y avoir une démocratie au Nicaragua alors que la population tout entière est prête à prendre les armes pour défendre sa révolution ? Si les Nicaraguayens avaient voulu une démocratie qui plaise au représentant des Etats-Unis auprès des Nations Unies, ils n'auraient pas renversé le régime de Somoza et ses gardes.

15. Le Conseil cherche ainsi seulement à être poli plus que de raison, car ses membres savent fort bien que les bredouilllements américains à l'égard de la cause de la démocratie dans d'autres pays ne sont qu'un aspect de tous les problèmes et sont toujours représentés sous un faux jour au Conseil, en tant que solution. Si le Conseil pouvait convaincre les humanistes bien intentionnés du Département d'Etat et de la CIA de cesser, pour l'amour du ciel, de s'inquiéter au sujet de la démocratie dans le pays et de laisser cette préoccupation au peuple du Nicaragua lui-même, le Conseil aurait fait un bon travail.

16. Ce qui est également clair, c'est pourquoi l'attitude des Nicaraguayens à défendre leur pays est une épine dans le pied de l'impérialisme. Que les impérialistes sachent bien qu'ils font face à une nation révolutionnaire et non pas à un régime fantoche formé par les Etats-Unis ou à une armée fantoche de défaite.

17. Le Conseil doit également se rappeler que l'impérialisme américain a réussi de façon satanique à placer près de chaque pays révolutionnaire un voisin ami soucieux de rétablir la "démocratie" en renversant le régime révolutionnaire du peuple. Les deux orateurs ont beaucoup parlé des sources d'équipement militaire du Nicaragua; toutefois, aucun d'eux ne s'est soucié de s'étendre sur les sources d'où les mercenaires somozistes et les éléments contre-révolutionnaires obtiennent leurs armes.

18. J'ai été personnellement surpris de l'audace de Son Excellence lorsqu'elle a défendu la liberté religieuse devant le Père Miguel D'Escoto Brockmann, le Ministre des relations extérieures du Nicaragua. Cela m'a rappelé les commentaires du président Carter au sujet de la non-valeur de notre interprétation de l'Islam. Bien sûr, il n'y a pas de liberté religieuse au Nicaragua, où des prêtres sont membres du Cabinet. La liberté religieuse n'existe qu'en El Salvador où le Cardinal Romero et quatre religieuses américaines ont été assassinés de sang-froid.

19. Il ne fait aucun doute que personne, au Conseil, n'a été convaincu par les arguments fallacieux de Son Excellence la représentante des Etats-unis et de Son Excellence le représentant du Honduras. Ce que la représentante des Etats-Unis a dit au Conseil a consisté fondamentalement à répéter les allégations contenues dans le discours fait au Congrès par le président Reagan, auxquelles elle a ajouté quelques banalités de son propre cru. Alors que les arguments du président Reagan ont été réfutés même par certains juristes amé-

ricains, je me demande pourquoi le Conseil n'a pas encore adopté les mesures nécessaires pour éteindre le brasier américain qui consume le peuple opprimé du Nicaragua.

20. Le Gouvernement et le peuple de la République islamique d'Iran appuient le peuple révolutionnaire du Nicaragua et sa lutte courageuse contre les actes d'agression commis par les mercenaires somozistes et les laquais des Américains, soutenus par les Etats-Unis. Nous estimons que la révolution nicaraguayenne est un phénomène socio-politique important et digne d'éloges, qui a transmis le message de la liberté et de l'indépendance à toutes les nations opprimées de la région.

21. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

22. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous dire, au nom de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne, combien nous sommes heureux de vous voir présider les travaux du Conseil pendant ce mois. Je me félicite personnellement de cet événement, en raison des relations fraternelles qui se sont établies entre nous au cours de l'œuvre entreprise en commun pour la défense de la cause du continent africain, de son unité et de sa libération. Je suis convaincu qu'en tant que militant africain, vous comprenez parfaitement la signification de la liberté et que vous appréciez les sacrifices des peuples; je suis sûr également que, sous votre présidence, le Conseil aura la possibilité d'arriver au succès souhaité.

23. Voilà des semaines que le Conseil se réunit dans cette salle pour discuter de l'agression et de la provocation dont sont victimes la République du Nicaragua et son peuple. J'ai déjà déclaré à ce sujet que cette agression contre ce peuple n'était pas la première et ne serait pas la dernière.

24. Nous sommes de nouveau réunis ici aujourd'hui en raison de l'escalade des provocations impérialistes et de l'intervention impérialiste américaine contre le Nicaragua, contre son peuple et sa révolution. Nous pourrions répéter pratiquement tout ce qui a été dit, ou tout au moins une partie de ce qui a été dit, au cours des séances précédentes, car des dizaines d'Etats ont participé au débat et la plupart de ces Etats sont victimes de l'impérialisme américain tout comme le peuple du Nicaragua. Ces Etats ressentent de l'amertume devant l'injustice et ils estiment que ce qui se passe au Nicaragua est exactement ce qui s'est passé chez eux, et mon pays, la Jamahiriya arabe libyenne est parmi les Etats qui ont été victimes de l'agression et des provocations de ce même impérialisme américain et qui continuent d'être les victimes de ce même impérialisme et de faire l'objet des mesures de provocations de cet impérialisme ennemi de tous les peuples.

25. J'ai hésité longtemps à prendre la parole. Mais la question est tout à fait claire, car l'agresseur lui-même reconnaît son agression. C'est pourquoi la cause peut se passer de défense; elle n'a besoin que d'un jugement seulement. L'agresseur reconnaît publiquement qu'il intervient au Nicaragua et qu'il y envoie des armes et des mercenaires. C'est pourquoi la cause n'a pas besoin d'être défendue mais qu'elle requiert, comme je l'ai dit, un verdict. J'ai dit dès le début qu'il y a un témoin de ce même camp. Le mieux serait de donner lecture au Conseil, à titre de simple rappel, de la réponse du sénateur Christopher Dodd au Président des Etats-Unis, le 27 avril. Il s'agit d'un témoignage clair qui dispense de toute autre preuve pour condamner la politique du Gouvernement américain.

26. Ce gouvernement défend "les combattants de la liberté". Voilà un concept nouveau dont nous entendons parler pour la première fois, et c'est aussi la première fois que nous voyons le Gouvernement des Etats-Unis parler de liberté et de "ceux qui aiment la liberté". Les mercenaires et la bande de Somoza et les séqueles de cette bande sont maintenant qualifiés de gens en quête de liberté. Les Palestiniens, eux, sont des terroristes avec qui l'on ne doit pas discuter et qui ne devraient pas avoir de patrie. Et d'après ce qu'a dit Mme Kirkpatrick, qui a prononcé un discours sur un sujet intitulé "Les juifs russes", beaucoup de juifs russes devraient prendre la place des terroristes palestiniens qui ne méritent pas de vivre.

27. Les habitants noirs d'Afrique du Sud sont eux aussi des terroristes, selon le concept et la logique des Etats-Unis. Mais il y a "ceux qui recherchent la liberté" au Nicaragua. Les révolutionnaires en El Salvador sont des mercenaires, et les révolutionnaires d'autres régions d'Amérique latine sont également des mercenaires, mais la bande de Somoza est la seule qui recherche la liberté.

28. Voilà le concept américain de la démocratie. La démocratie signifie que le peuple du Nicaragua devrait se rendre et devrait faire revenir Somoza et les monopoles multinationaux, parce que personne au monde n'a le droit de dire non aux Etats-Unis, car ils sont Dieu. Il est regrettable que les responsables actuels du Gouvernement américain soient de la génération d'avant la seconde guerre mondiale, la génération de ce qu'on appelle "l'isolationnisme américain", et qu'ils considèrent que le monde est les Etats-Unis et que tous les autres peuples doivent dire "oui" et payer une rançon. Sinon, ils sont considérés comme des rebelles et non des démocrates et, comme l'a dit le représentant de l'Iran, comme des terroristes qui ne pratiquent pas la liberté de religion.

29. La logique de la démocratie américaine est une chose étrange. Pourquoi y a-t-il une révolution au Nicaragua ? Pourquoi y a-t-il une révolution en El Salvador ? M. Dodd lui-même a été témoin et a dit qu'en Amérique latine "dans un pays après l'autre, la dictature et la domination militaire ont étouffé la démocratie

et même éliminé les droits de l'homme" Si l'Amérique centrale n'avait pas souffert de la faim et de la pauvreté, il n'y aurait pas eu de révolution. Voilà la réalité.

30. La doctrine Monroe, la "doctrine Truman", la "doctrine Reagan" et maintenant la "doctrine Kirkpatrick", sont toutes des doctrines que le monde doit accepter et auxquelles tous les peuples de l'Amérique latine doivent se soumettre et accepter l'impérialisme yankee et dire "oui" et jamais "non".

31. Le Nicaragua aujourd'hui est victime de cette agression, comme avant lui l'Iran, le Viet Nam, l'Angola, la Libye et d'autres peuples encore, y compris les peuples d'Amérique latine et d'Amérique centrale. Avant le Nicaragua, il y a eu intervention en République dominicaine, il y a eu incursion. Il y a eu l'assassinat des Présidents Lumumba et Allende. Voilà la démocratie des Etats-Unis. Voilà les doctrines Reagan, Kirkpatrick et Truman.

32. Nous devons faire face aujourd'hui à nos responsabilités. Nous nous devons d'être des juges et de dire "non" à l'agresseur, sinon il y aura un précédent dangereux consistant à laisser les Etats-Unis continuer à réprimer la souveraineté des peuples, à les terroriser et à terroriser tous les régimes progressistes en Amérique latine et dans le monde.

33. Certains parlent d'un conflit entre l'Est et l'Ouest. Quel est en fait ce conflit ? Le Nicaragua est aidé par l'Union soviétique pour construire une usine et un port de pêche. Est-ce là un conflit ? N'est-ce pas le droit du Nicaragua ? Où est-il donc ce conflit entre l'Est et l'Ouest ? Le conflit existe plutôt entre le peuple du Nicaragua et l'impérialisme américain. L'Union soviétique est un pays ami du Nicaragua, mais elle n'a pas le droit, pas plus que la Libye ni même Cuba d'aider le peuple du Nicaragua, car cette aide serait considérée comme une intervention. Il y a également la question des conseillers militaires. Le Nicaragua doit chasser tous les médecins cubains ou de tout autre pays et laisser le peuple nicaraguayen sans soins à cause des conseillers militaires. Quant aux milliers de conseillers militaires américains en El Salvador qui tuent le peuple de ce pays tous les jours, c'est là chose permise, logique et raisonnable puisqu'elle est conforme à la démocratie américaine, aux droits de l'homme et aux "doctrines" Reagan et Kirkpatrick. Que l'impérialisme des Etats-Unis déploie ses missiles sur les frontières de l'Union soviétique et que, en Méditerranée, la flotte américaine menace constamment notre littoral, cela est considéré comme chose acceptable. Mais qu'un Etat de l'Amérique latine demande l'aide d'un Etat ami ou voisin, cela est inacceptable et entre dans le cadre du conflit international.

34. Je crois avoir entendu des collègues parler ici de conflit entre l'Est et l'Ouest. Il n'y a pas de conflit entre l'Etat et l'Ouest dans cette région. Le conflit existe entre l'impérialisme et les peuples du monde. Je ne suis pas ici pour défendre l'Union soviétique, mais si elle est

un allié naturel des peuples contre l'impérialisme américain, elle ne participe pas pour autant à un conflit quelconque dans la région. Il n'y a de conflit qu'avec nous, petits peuples pauvres et vaincus qui avons souffert du colonialisme et nous voulons nous libérer et bâtir nos pays. Mais nous sommes toujours confrontés à l'impérialisme américain qui oppose son veto à cette construction et à ce développement. C'est là le conflit entre nous et l'impérialisme américain.

35. De quel droit et en vertu de quelle logique le Gouvernement des Etats-Unis s'arroge-t-il le droit d'imposer sa tutelle aux peuples de l'Amérique latine. Il parle de l'hémisphère, de la région, la doctrine Monroe, comme si toute l'Amérique latine était une colonie des Etats-Unis. De quel droit les Etats-Unis parlent-ils des droits de l'homme alors qu'ils cherchent à exterminer le peuple palestinien tout entier ? De quel droit les Etats-Unis parlent-ils de démocratie alors qu'ils pratiquent le terrorisme et imposent les dictatures militaires fascistes dans de nombreuses régions et notamment en Amérique centrale et en Amérique latine ? Quelle est donc cette démocratie ? Les Américains pratiquent-ils la démocratie dans leur propre pays tout en refusant qu'elle soit pratiquée dans les autres pays ? D'ailleurs, même dans leur pays, il n'existe pas vraiment de démocratie. La démocratie des compagnies américaines, la démocratie du monopole, la démocratie de l'homme blanc, une démocratie falsifiée.

36. Les Etats-Unis continuent de pratiquer des agressions et des attaques militaires qui doivent être condamnées et on devrait mettre fin aux ingérences américaines dans les affaires intérieures de l'Amérique latine et des Caraïbes.

37. La Grenade, un tout petit pays dont la population est de l'ordre de 200 000 habitants voudrait construire un aéroport; cela est un grand crime. Le président Reagan en personne a dénoncé le danger de la construction d'un aéroport à la Grenade et pourtant ce pays est — quant à la population — plus petit que le World Trade Center. Est-il donc si dangereux pour l'impérialisme américain que la Grenade construise un aéroport et doit-elle s'en abstenir parce qu'il constitue un danger pour la sécurité des Etats-Unis ?

38. Au nom de quelle logique et en vertu de quel droit, le Président de la plus grande puissance mondiale peut-il parler de la sorte ? Quels sont les combattants de la liberté au Nicaragua et quels sont ceux qui sont soutenus par les Etats-Unis ? On devrait inventer un nouveau concept pour désigner ceux qui recherchent la liberté d'après les critères américains. Les Palestiniens sont des terroristes, les Noirs en Afrique du Sud sont des terroristes, les Libyens sont également des terroristes, l'Union soviétique est constituée de dictatures. Le monde entier pratique la dictature. Le peuple héroïque du Viet Nam pratique la dictature, car tous ces peuples ont dit "non" aux Etats-Unis. Ils sont donc d'après les Etats-Unis, des agents du terrorisme, des agents de l'Union soviétique.

39. Nous aimerions que les relations en Amérique centrale et en Amérique latine soient identiques à celles qui existent entre la Libye et l'Union soviétique. Ce sont des relations amicales et non pas des relations d'hégémonie, des relations imposées. L'Union soviétique ne s'est jamais imposée et nous ne lui permettrons jamais de s'imposer par la force. Mais il existe un terrorisme moral et politique qui s'exerce contre les peuples d'Amérique centrale. Le blocus économique colonial contre le Nicaragua en vue d'affamer son peuple ainsi que la politique coloniale de "diviser pour régner", visant à dresser les peuples et les Gouvernements du Honduras, du Guatemala, d'El Salvador contre le Nicaragua — tel est l'objectif des Etats-Unis et telle est l'optique des Etats-Unis.

40. Les Etats-Unis jouent le rôle de gendarme alors qu'ils sont des hors-la-loi aux yeux du monde. Cela devrait cesser. Il faudrait dire aux Etats-Unis qu'aussi forts soient-ils les droits des peuples sont encore plus forts; la volonté des peuples est invincible. La politique des divisions et du génocide, la politique de l'encouragement de l'agression pratiquée en Palestine et en Afrique du Sud, ainsi que les régimes fascistes ne peuvent durer.

41. Comme cela a été clairement dit par M. Dodd lui-même, les Etats-Unis paient 1 000 millions de dollars — soit pratiquement 140 000 dollars d'impôts par révolutionnaire — pour s'opposer à 7 000 révolutionnaires en El Salvador et à y établir la démocratie. Vous avez eu connaissance comme moi du rapport présenté à la Commission des affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis, dans lequel il a été dit que la démocratie avait réalisé des progrès en El Salvador : le nombre de morts était tombé de 200 à 150. Voilà une amélioration, voilà un grand progrès en matière de démocratie. Le nombre a diminué mais il semble que la semaine dernière la démocratie ait encore progressé, le nombre de morts ayant atteint 300 et plus. Selon le concept américain, la démocratie a encore progressé en El Salvador !

42. M. Dodd a dit clairement que

"les dollars américains seuls ne peuvent acheter une victoire militaire. Telle est la leçon douloureuse du passé et du nouveau conflit en Amérique centrale. Si nous poursuivons sur cette voie, si nous continuons à être les alliés de la répression, . . . nous nous trouverons à nouveau dans le camp perdant !"

C'est là le véritable sentiment du peuple américain à l'égard de l'intervention du Gouvernement des Etats-Unis au Nicaragua et en Amérique centrale.

43. Parlant des "combattants de la liberté", comme les a appelés le président Reagan, M. Dodd a dit :

"Les insurgés que les Etats-Unis ont soutenus sont des successeurs du régime de Somoza qui a été honni par le peuple du Nicaragua, en raison de sa

corruption et du fait qu'il a saigné le peuple, torturé ses opposants, et pratiqué la dictature. Les Sandinistes pourraient ne pas gagner, mais maintenant nous aidons les vrais perdants."

C'est là le véritable sentiment du peuple américain.

44. Les Etats-Unis et le Gouvernement américain actuel devraient enfin comprendre que ce qu'ils font n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis, ni dans celui des peuples. Ni même dans l'intérêt de l'Histoire et du passé du peuple américain qui a défendu en son temps sa liberté. En définitive, il n'y aura que la défaite. Il semble que le Gouvernement des Etats-Unis ait la mémoire si courte qu'il a oublié la défaite du Viet Nam qui ne remonte qu'à quelques années. Les peuples du Nicaragua et de l'Amérique centrale ont suivi l'exemple du vaillant peuple vietnamien.

45. A la fin de sa déclaration, le Sénateur Dodd a dit :

"Nous pouvons suivre la voie de l'escalade militaire. Mais ... nous ne savons pas quelle en est l'issue ni combien elle nous coûtera.

"Toutefois, nous savons que cette voie implique plus de violence, plus d'effusions de sang, plus de combats, jusqu'au jour où, inévitablement, le conflit se généralisera dans toute la région de l'Amérique centrale."

Telle est le véritable sentiment du peuple américain à l'égard des agissements du Gouvernement des Etats-Unis.

46. Nous devons également donner notre avis. Nous devons condamner l'intervention de l'impérialisme américain et aider le peuple du Nicaragua, car ce qui se passe actuellement au Nicaragua et en Libye ainsi que dans d'autres régions, se produira encore ailleurs et arrivera à chacun de vous. Nous disons cela non pas parce que nous éprouvons de la haine et voulons assouvir une rancune, mais parce que nous voulons tous avoir de meilleures relations avec le peuple américain. Nous n'avons aucun intérêt à entretenir de mauvaises relations avec les Etats-Unis, mais nous refusons d'être des esclaves, car nous sommes libres. Nous avons fait de grands sacrifices pour être libres. Le peuple du Nicaragua également a fait de grands sacrifices pour être libre. C'est la raison pour laquelle nous devons sauvegarder cette liberté.

47. Le PRÉSIDENT : Le dernier orateur pour ce matin est le représentant du Panama. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

48. M. OZORES TYPALDOS (Panama) [*interprétation de l'espagnol*] : Permettez-moi tout d'abord Monsieur le Président, de vous féliciter au nom de ma délégation de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mai.

49. Cette importante instance de l'Organisation des Nations Unies est réunie une fois de plus à la demande du Gouvernement du Nicaragua pour examiner la situation grave qui règne dans la région, et qui peut mettre en danger la paix et la sécurité dans la région si des mesures concrètes et urgentes ne sont pas prises avec la bonne foi et la volonté indispensables pour obtenir des résultats satisfaisants, souhaitables et durables.

50. Le Panama qui, en l'honorable compagnie de la Colombie, du Mexique et du Venezuela, fait partie du groupe dit "de Contadora", partage la préoccupation justifiée d'un nombre de pays toujours plus important, à l'égard des problèmes difficiles qui touchent nos frères dans la région. Il existe au sein de ce groupe un désir commun de trouver une solution politique négociée qui est la seule forme de solution viable, sans ingérence étrangère d'aucune sorte, afin que la paix soit rendue aux Centraméricains pour le bénéfice de tous. En ce sens, les efforts de Contadora doivent être interprétés comme étant un moyen de rapprochement.

51. Nous pensons qu'il est très important de reprendre, comme l'a fait le représentant du Mexique [2432<sup>e</sup> séance], certains paragraphes de la déclaration conjointe qu'ont récemment publiée les Présidents du Brésil et du Mexique concernant la situation en Amérique centrale. Les deux Présidents

"ont considéré qu'il fallait tenir d'urgence des négociations effectives entre les parties impliquées dans cette crise et ont exhorté lesdites parties à se garder de mesures qui contribueraient à détériorer encore la situation. En outre, ils ont reconnu qu'une solution définitive ne sera possible qu'en l'absence de toute ingérence étrangère."

Ils se sont également accordés à reconnaître que

"la crise en Amérique centrale a pour origine les structures économiques et sociales qui existent dans la région et que, par conséquent, les efforts pour y mettre fin doivent s'opposer à la tendance qui consiste à la placer dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest".

52. Nous avons tenu à citer ces paragraphes parce qu'ils cadrent parfaitement avec l'esprit qui doit prévaloir, tel que les ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora, dans leur bulletin d'information publié en janvier, l'ont clairement formulé :

"Après avoir exprimé leur profonde préoccupation devant l'ingérence, directe ou indirecte, de puissances étrangères dans les conflits que connaît l'Amérique centrale, et après avoir fait observer qu'il était peu souhaitable de replacer ces conflits dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest, ils sont tombés d'accord sur la nécessité d'éliminer les facteurs externes qui tendent à les exacerber.

"Ils ont appelé d'urgence l'attention de tous les pays de la région d'Amérique centrale sur la néces-

sité d'atténuer, par le dialogue et la négociation, les tensions existantes et de prendre des dispositions pour instaurer de façon définitive un climat de coexistence pacifique et de respect mutuel entre les Etats'."

53. Un peu plus de trois mois après la constitution du Groupe de Contadora, la situation dans la région de l'Amérique centrale s'est sérieusement aggravée et c'est pourquoi ils ont décidé de se rendre au Costa Rica, au Nicaragua, en El Salvador, au Honduras et au Guatemala les 12 et 13 avril, sur l'invitation des gouvernements de ces pays.

54. Immédiatement après ce voyage, les Ministres des relations extérieures ont indiqué que parmi les questions qui méritent de retenir principalement leur attention, il convenait de mentionner :

"la course aux armements, la limitation des armements et leur réduction, le transfert d'armes, la présence de conseillers militaires et autres formes d'assistance militaire étrangère, les mesures destinées à déstabiliser l'ordre interne d'autres Etats, les menaces et les agressions verbales, les incidents de guerre et les tensions frontalières, la violations des droits de l'homme et des garanties individuelles et sociales ainsi que les graves problèmes d'ordre économique et social qui sont à l'origine de la crise qui affecte la région" [voir S/15727, annexe].

Ils se sont également mis d'accord sur un autre aspect fondamental, à savoir

"la nécessité d'éviter une démarche stricte et rigide, susceptible d'empêcher d'atteindre l'objectif commun, à savoir parvenir à la détente et favoriser la coexistence pacifique. A cet effet, on a adopté les lignes générales d'un accord sur les procédures de consultation et de négociation à appliquer dans un proche avenir, de manière à les adapter à la nature diverse des questions en jeu, qu'elles soient de portée régionale ou de caractère bilatéral." [Ibid.]

55. La semaine dernière, les Ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora se sont réunis d'urgence à Panama pour examiner, entre autres questions, la demande présentée par le Gouvernement du Costa Rica — sur laquelle, il convient de le dire, le Costa Rica et le Nicaragua se sont déjà mis d'accord —

et l'évolution du débat qui se déroule en ce moment au Conseil de sécurité. Au cours de cette réunion, les quatre ministres ont constaté

"avec une vive préoccupation le tour qu'a pris le conflit centraméricain au cours de ces derniers jours et la violation répétée des principes essentiels de l'ordre juridique international.

"Ces circonstances ont suscité diverses initiatives en vue d'une intervention d'organismes bilatéraux." [Voir S/15762, annexe.]

56. Notre participation au présent débat se fonde sur deux paragraphes du dernier bulletin d'information du Groupe de Contadora [ibid.], selon lesquels :

"Il serait très souhaitable que les délibérations qui se poursuivent dans ces instances, en particulier celles qui se déroulent actuellement au Conseil de sécurité, aboutissent à un renforcement des principes dont le respect doit inspirer la conduite internationale des Etats.

"Il s'agit notamment de l'autodétermination et de la non-intervention dans les affaires d'autres Etats, du respect de l'intégrité territoriale, de l'obligation de ne pas autoriser l'utilisation du territoire d'un Etat pour commettre des actes d'agression contre d'autres Etats, du règlement pacifique des différends et de l'interdiction de menacer, de recourir à la force ou d'en faire usage pour résoudre des conflits."

57. Nous pensons que le Conseil de sécurité dispose d'éléments suffisants pour se prononcer sur le problème qui nous occupe et, à n'en pas douter, la gravité de la situation le mérite. N'oublions pas que la paix en Amérique centrale, comme dans toute autre partie du monde, ne sera possible que grâce au dialogue et à la négociation politique entre toutes les parties concernées.

*La séance est levée à 13 h 20.*

---

NOTE

<sup>1</sup> Voir A/38/68, annexe, p. 2.

---

**كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة**  
يُمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم منها من المكتبة التي تتعامل معها  
أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

**如何购取联合国出版物**

联合国出版物在世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

**HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

**COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

**КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

**COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---